



VII^{èmes} JOURNEES INTERNATIONALES D'ETUDES JEAN MONNET

sous le patronage du **Secrétariat d'Etat aux Affaires européennes,**
du Parlement européen et de la Fondation Euro -
Méditerranéenne Anna Lindh pour le Dialogue entre les Cultures

Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales,
Université Mohammed V Souissi

4 ET 5 JUIN 2008, RABAT

APPEL A COMMUNICATIONS

La Chaire Jean Monnet en *Intégration régionale comparée* organise, en partenariat avec la Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales de l'Université Mohamed V Souissi et le Cercle d'étude et de recherche économique (CEREC, Maroc), les mercredi 4 et jeudi 5 juin 2008 à l'Université Mohamed V Souissi de Rabat (Maroc), à l'occasion de ses VII^{èmes} Journées internationales d'études, un colloque *pluridisciplinaire* sur le thème :

**Une nouvelle approche de la coopération euro - méditerranéenne
est - elle nécessaire aujourd'hui ?**

Dans les années 70, la coopération euro - méditerranéenne s'est inscrite dans le cadre d'accords reposant sur le principe d'une approche globale caractérisée par la volonté de promouvoir le libre accès des produits industriels méditerranéens au marché communautaire sans réciprocité, d'améliorer l'accès des produits agricoles à ce marché par l'abaissement des droits de douane et de faciliter la mise en œuvre d'une coopération financière et technique. Les accords avec les pays concernés, notamment ceux du Maghreb, ont permis une franchise douanière pour leurs produits industriels, quelques concessions douanières agricoles (au demeurant insuffisantes en regard des avantages comparatifs détenus en la matière par ces pays) et une aide financière (prêts de la BEI et dons). Un bilan médiocre de ces accords de coopération peut être dressé. La Communauté a alors rénové sa politique méditerranéenne, notamment à la suite de la Conférence de Barcelone de 1995, sans pour autant aboutir à un bilan très positif de cette rénovation. Plus récemment encore, une nouvelle initiative, la politique de voisinage, s'est adressée, entre autres, à quelques pays méditerranéens, signe que la politique méditerranéenne se cherche encore ...

Une coopération caractérisée par la faiblesse de ses résultats

L'Union européenne et douze pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (PSEM : Maroc, Algérie, Tunisie, Malte, Chypre, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Turquie et Autorité palestinienne) ont ainsi décidé de créer, à l'horizon 2010, une zone de libre-échange. Des accords d'association bilatéraux et asymétriques ont été conclus entre l'Europe et la plupart des pays méditerranéens. Ils se caractérisent par un désarmement protectionniste unilatéral de ces pays, mettant fin aux avantages asymétriques qui leurs avaient été accordés dans les années 70. Les échanges de produits industriels et de services sont libéralisés, en harmonie avec les règles du commerce international. En revanche, la libéralisation du trafic des produits agricoles reste plus limitée. La Commission a remplacé le système antérieur des protocoles financiers bilatéraux par un instrument budgétaire unique, MEDA, pour la mise en œuvre de l'ensemble des activités de coopération avec les pays méditerranéens. Le programme MEDA II a couvert la période 2000 - 2006 avec un budget de 5,3 milliards d'euros. De son côté, la Banque européenne d'investissement avait prévu d'allouer 6,4 milliards d'euros pour le programme Euromed. Elle s'était par ailleurs engagée à dégager 1 milliard d'euros supplémentaire pour les projets transnationaux. Au total, ces fonds étaient notamment destinés à soutenir la transition économique des pays méditerranéens (ouverture à la concurrence et promotion du secteur privé) et la coopération transfrontalière (développement des échanges au niveau régional).

Plus de dix ans après la Conférence de Barcelone, une nouvelle fois, le bilan n'est pas très favorable même si plusieurs accords d'association ont été signés. Les difficultés politiques de la zone méditerranéenne (problèmes en Algérie, entre l'Algérie et le Maroc, tension entre la Grèce et la Turquie, aggravation des tensions au Proche Orient, conflits balkaniques) ont été accompagnées d'un engagement insuffisant de l'Union européenne (le Nord et l'Est de l'Europe ont été davantage privilégiés). Des progrès encore insuffisants et inégaux sont apparus en matière de démocratisation des sociétés et de transparence de l'action des administrations publiques dans les pays méditerranéens. Aujourd'hui, les évolutions géopolitiques et géoéconomiques internationales rendent indispensable une refondation de la coopération en Méditerranée. Il est cependant clair que cette refondation ne peut être envisagée avec des chances réelles de succès qu'avec des Etats en paix et progressant dans la voie de la démocratisation de la société. De ce point de vue, l'Ouest de la Méditerranée semble plus à même de respecter cette condition, en particulier le Maghreb (même si des progrès à des degrés divers sont encore nécessaires).

La nécessité d'une refondation de la coopération en Méditerranée

Cette refondation doit prendre en compte une nouvelle approche géopolitique et géoéconomique et ne saurait se limiter aux préoccupations des seuls pays de l'Union européenne (coopération dans la lutte contre le terrorisme et le contrôle des mouvements migratoires). L'Europe n'a pas probablement vocation à s'intégrer dans un processus exclusivement Nord - Nord et les Etats du Sud ou de l'Est de la Méditerranée n'ont pas davantage intérêt à s'intégrer dans un processus exclusivement Sud - Sud. L'approfondissement de l'intégration de l'Union européenne est stoppé¹ et la réalisation de l'Union du Maghreb arabe ne progresse pas. A l'heure où la recomposition européenne est envisagée pour pallier le rejet du projet de traité constitutionnel (France et Pays-Bas en 2005) en invoquant l'Europe réaliste de la géométrie variable, ne faut-il pas saisir cette opportunité historique pour construire aussi une géométrie variable entre pays européens et pays méditerranéens ? Le problème de la construction politique de l'Europe et le blocage de la formation du Maghreb n'offrent-ils pas paradoxalement de réelles opportunités pour l'organisation d'un ensemble méditerranéen ? Des entités intermédiaires d'intégration regroupant des pays du Sud

¹ L'approfondissement exigerait, soit de progresser encore dans la voie de l'achèvement du marché intérieur (échange de biens collectifs non marchands, par exemple sanitaires), soit d'achever l'union monétaire (gouvernance économique de la zone euro, policy mix plus cohérent, réforme du budget actuel). Les élargissements ne sauraient tenir lieu d'approfondissement du processus d'intégration économique. Ils peuvent même représenter une entrave à cet approfondissement dans la mesure où l'adoption des décisions est rendue plus complexe. En revanche, ils rendent plus nécessaires les coopérations renforcées ou une Europe à géométrie variable.

de l'Europe et du Nord de l'Afrique pourraient se constituer et rendre caduc le « tout sauf les institutions » de R. Prodi (repris par J. Pujol²) qui définissait les limites du champ de la coopération euro - méditerranéenne. Il s'y substituerait alors le « tout y compris les institutions » d'une approche nouvelle et fonctionnaliste des relations euro -méditerranéennes. La Méditerranée occidentale, avec ses 4 + 4 composantes, c'est-à-dire le Portugal, l'Espagne, la France, l'Italie au Nord, et le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et peut-être la Libye au Sud, pourraient parfaitement institutionnaliser leurs relations sans renoncer pour autant à l'Union européenne pour les uns et à l'Union du Maghreb arabe pour les autres.

Quant au contexte géoéconomique, il est caractérisé aujourd'hui par l'affirmation des pays asiatiques (Chine, Inde, etc) dans la production et le commerce international des biens industriels. Dans un avenir proche, les services seront pleinement concernés par l'internationalisation de leur production. Les économies d'échelle réalisées à distance profitent de plus en plus à la main-d'œuvre d'Asie et aux détenteurs de capital qui y délocalisent leurs activités productives (Etats-Unis, Union européenne, Japon). Un basculement de la géographie des spécialisations industrielles vers l'Asie est possible, entraînant des pertes d'activités dans la zone euro - méditerranéenne dont les coûts salariaux sont relativement trop élevés (cas du secteur textile européen et maghrébin, par exemple). Dans une économie globalisée où les facteurs de production sont à des degrés divers mobiles internationalement, le modèle ricardien de spécialisation internationale n'est-il pas en train de perdre de sa pertinence au profit du modèle smithien ? C'est alors le moindre coût absolu au niveau global qui serait recherché³. Cela appelle des réponses nouvelles dans l'organisation productive et la définition de nouvelles politiques commerciales au sein de la zone euro - méditerranéenne. Une réflexion approfondie doit être conduite sur les mécanismes et les effets de la concurrence inégale (voire déloyale) subie par la zone euro-méditerranéenne et des solutions originales proposées (définition de règles minimales de normalisation sociale ou reconsidération des règles d'origine et de leur application, par exemple).

Lors du congrès « *Europe-Maroc : dix ans du processus de Barcelone* » (Rabat, octobre 2005), le ministre espagnol des Affaires étrangères, Miguel Angel Moratinos, a affirmé que le «statut avancé» proposé par l'UE au Maroc était «insuffisant» au regard du rôle «fondamental que joue le Royaume dans la zone méditerranéenne», ajoutant que le développement des relations avec le Royaume doit être un «objectif prioritaire» de la politique espagnole et de l'UE, car «jour après jour, les relations avec le Maroc nous affectent dans des secteurs aussi divers que l'économie,

² J. Pujol, Pour une Europe plus méditerranéenne, *Revue 30 jours*, juin 2005.

³ P. A. Samuelson, Why Ricardo and Mill rebut and confirm arguments of mainstream economist supporting Globalization, *Journal of Economic perspectives*, summer 2004.

l'immigration, le commerce ou le terrorisme». Plus largement, la définition d'une entité institutionnelle euro-maghrébine répondrait aux exigences actuelles de la nécessité d'inscrire la coopération en Méditerranée sous le sceau de la modernité et de l'avenir. De la même façon, en Méditerranée orientale, pourrait se construire une entité régionale regroupant des pays euro - méditerranéens voisins. Un tel processus serait de surcroît de nature à réduire les tensions dans la région.

Les travaux qui débiteront et s'achèveront en séance plénière se dérouleront dans deux ateliers pluridisciplinaires autour des thématiques ci-dessous, relatives au bilan et à l'évolution nécessaire de la coopération euro - méditerranéenne (énumération non exhaustive) :

Atelier 1 - Le bilan de la coopération euro - méditerranéenne : *la mise à niveau institutionnelle des pays méditerranéens (renforcement des capacités, démocratie) ; les progrès en matière de développement humain ; la régulation des migrations internationales ; les effets macro-économiques du processus de Barcelone : croissance économique, répartition, réduction de la pauvreté ; les évolutions des échanges commerciaux ; les déterminants des investissements directs et leur allocation géographique et sectorielle ; la coopération verticale de type moyeu - rayon et ses insuffisances ; les politiques d'harmonisation des conditions de production (adoption de règles du marché unique européen, transfert de l'acquis communautaire, etc) ; les transferts de technologie Nord/ Sud ; le rôle des NTIC, en particulier comme facteur de développement et d'intégration ; les chocs économiques dans les pays méditerranéens ; l'ancrage -partiel ou total- des monnaies des pays méditerranéens à l'euro, etc.*

Atelier 2 - Les champs d'une refondation de la coopération Union européenne - Pays méditerranéens : *les évolutions démographiques euro - méditerranéennes ; le vieillissement démographique et ses conséquences : contraintes sur les marchés du travail, la croissance économique et la protection sociale ; les droits des travailleurs migrants et leur extension ; l'immigration clandestine ; la gestion commune des flux migratoires dans l'intérêt de tous ; la prise en compte de la relation migration - développement ; la politique euro - méditerranéenne de sécurité ; l'aménagement concerté de l'espace agricole méditerranéen ; la privatisation des activités et leur impact économique et social ; la promotion des IDE, notamment des systèmes BOT ; les politiques d'interconnexion des infrastructures (effets du tunnel sous le détroit de Gibraltar) ; la production des biens collectifs marchands et non marchands et leurs échanges ; les politiques commerciales extérieures face à la concurrence inégale ou déloyale ; la prise en compte*

de l'évolution environnementale en Méditerranée (pollution, épuisement de la ressource énergétique, désertification, déficit hydrique, etc) ; la gouvernance économique et sociale dans la zone euro et les régions méditerranéennes ; le partenariat avec le monde arabe ; l'opportunité d'une Communauté économique ouest - méditerranéenne (CEOM) ; un scénario alternatif de coopération Afrique du Nord (Maghreb plus l'Égypte) - Europe du Sud (pays de la Méditerranée occidentale plus la Grèce); le rôle de la BEI et de la FEMIP ; la création de nouvelles modalités de financement (fonds de réduction de la pauvreté); le rôle des pays tiers majeurs tels les Etats-Unis, la Chine et les autres pays asiatiques émergents ; la formation des hommes et le dialogue interculturel, etc.

Les propositions de contribution, **de deux cents mots** environ, sont à adresser au :

Secrétariat de la Chaire Jean Monnet "*Intégration régionale comparée*"
Université Montesquieu-Bordeaux IV
Avenue Léon Duguit – 33608 – PESSAC
E-mail : chaire@u-bordeaux4.fr Téléphone : + (33)-05-56-84-86-20

avant le 15 novembre 2007

Les auteurs seront informés le 15 janvier 2008 au plus tard de la suite donnée à leur proposition de communication après examen par le Comité scientifique des VIIèmes Journées Internationales d'Etude Jean Monnet. Les textes définitifs des contributions (15 - 20 pages) devront parvenir au Secrétariat de la Chaire Jean Monnet en *Intégration régionale comparée*, **au plus tard le 30 avril 2008**. Le programme des Journées d'Etudes sera envoyé dans le courant du mois d'avril 2008 aux différents intervenants et participants.

Comité scientifique du colloque

R. Amrani, CEREC et Université Mohamed V Agdal, **S. Ben Hamad**, ESC de Sfax, **M. Benlahcen Tlemcani**, Université de Djibouti, **C. Bergouignan**, Université Montesquieu - Bordeaux IV, **F. Bindi**, Université Tor Vergata de Rome, **B. Blancheton**, Université Montesquieu - Bordeaux IV, **C. Blayo**, Présidente de la CUDEP, **S. Dkhissi**, Doyen, Faculté de Droit et d'Economie, Université Mohamed V Souissi et CEREC, **L. Gard**, Université Montesquieu - Bordeaux IV, **C. Grellois**, Université Montesquieu - Bordeaux IV, **B. Gurbuz**, Université Galatasaray, **A. Hakam**, CEREC et Université Mohamed V Agdal, **B. Hamdouch**, CEREC et Université Mohamed V Agdal, **P. Hugon**, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, **A. Smati**, Université de Souk-Ahras, **D. Torre**, Université de Nice Sophia Antipolis, **J. Trotignon**, Université Lyon II, **M. Ulus**, Université Galatasaray, **J.-C. Verez**, Université d'Artois, **B. Yvars**, Université Montesquieu -Bordeaux IV.